

**Problèmes du monde hispanique au XVIII^e siècle : Les
Comuneros de Nouvelle-Grenade et l'oeuvre de Francisco
Antonio Moreno y Escandón (1781)**

Jean-Marie Loncol

Volume 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011795ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011795ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Society for Eighteenth-Century Studies / Société canadienne d'étude
du dix-huitième siècle

ISSN

0824-3298 (imprimé)

1927-8810 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Loncol, J.-M. (1982). Problèmes du monde hispanique au XVIII^e siècle : Les
Comuneros de Nouvelle-Grenade et l'oeuvre de Francisco Antonio Moreno y
Escandón (1781). *Man and Nature / L'homme et la nature*, 1, 103–108.
<https://doi.org/10.7202/1011795ar>

10. *Problèmes du monde hispanique au XVIII^e siècle: les Comuneros de Nouvelle-Grenade et l'oeuvre de Francisco Antonio Moreno y Escandón (1781)*

L'Espagne déploie au XVIII^e siècle, sous les Bourbons, un certain effort de redressement à tous les points de vue après sa grande décadence du XVII^e siècle, l'extinction en 1700 de sa dynastie des Habsbourgs, et les traités d'Utrecht qui ont mis fin entre 1713 et 1715 à la guerre provoquée par la succession de Charles II. Malgré l'influence des nouvelles orientations intellectuelles et politiques marquant alors la civilisation occidentale, c'est avec une lenteur relative que le monde hispanique paraît évoluer durant la majeure partie de la période. L'exemple extérieur ne saurait-il avoir prise sur des structures sclérosées? En posant le problème à partir de ses bases économiques, on peut se demander si le succès du redressement bourbonien est vraiment possible à long terme. Il semblerait que non si nous en croyons l'analyse des Stein¹ qui nous démontraient, il y a plus d'une décennie, l'ampleur de la dépendance économique rendant la force de l'Espagne illusoire déjà même lors de la *Conquista* du XVI^e siècle. Qu'en est-il donc de l'effort novateur qui nous intéresse ici en relation avec ses retombées américaines? L'Amérique espagnole doit attendre le règne de Charles III (1759-1788) pour qu'interviennent les principales transformations politico-administratives, militaires, commerciales. Le point culminant de la réforme bourbonienne serait à situer entre 1787 et 1792². Mais l'année suivant la mort de Charles III sera lourde de conséquences pour l'Espagne et le Portugal puisqu'elle va signifier, avec l'irruption de la Révolution française, le début de la violente crise internationale devant disloquer pour de bon les vieux empires ibériques dans le premier quart du XIX^e siècle. Pour mieux évaluer l'effort espagnol de réforme avant la secousse fatale venue de l'extérieur, nous allons jeter un coup d'oeil sur les déchirements de ce monde hispanique par le biais de l'exemple colombien. Que signifie, en cette époque de timide philosophie des Lumières et de despotisme éclairé bien prudent, la critique des Comuneros face aux activités de Francisco Antonio Moreno y Escandón?

La Nouvelle-Grenade, Colombie de l'époque coloniale, a vu commencer en 1778 l'inspection générale que dirige un envoyé de la Couronne espagnole,

Juan Francisco Gutiérrez de Piñeres. La pratique de l'inspection générale, venant examiner *in vivo* le fonctionnement de l'administration en territoire hispano-américain, remonte au XVI^e siècle mais a été abandonnée au XVII^e siècle car l'autorité métropolitaine la jugeait peu efficace et génératrice de litiges interminables. Elle est néanmoins reprise par Charles III. Le monarque réformiste élargit cette *visita general* pour en faire l'instrument principal de sa politique américaine: non plus contrôle de routine, comme autrefois, mais prétexte à un remaniement des structures.³ L'expérience initiale et exemplaire a été menée par José de Gálvez en Nouvelle-Espagne, le Mexique colonial, de 1765 à 1771. Devenu en 1776 ministre des Indes, c'est-à-dire responsable des colonies d'Amérique, Gálvez a entrepris d'étendre son expérience d'inspecteur à l'ensemble de l'Empire espagnol. En mars 1776, l'inspection générale du Pérou était confiée à José Antonio de Areche. En décembre suivant José García de León y Pizarro et Juan Francisco Gutiérrez de Piñeres se voyaient attribuer l'inspection de l'Audience de Quito, actuel Equateur, et de la Nouvelle-Grenade respectivement. Quels résultats peut-on remarquer? La mission d'Areche est liée dans une certaine mesure à la crise profonde qui va secouer de 1780 à 1783 la société péruvienne avec l'insurrection de Túpac Amaru et ses 80.000 ou 100.000 morts.⁴ Plus au nord, la démarche prudente de León y Pizarro prévient les troubles graves que pouvait laisser craindre le passé turbulent de Quito. Gutiérrez de Piñeres, pour sa part, agit avec moins d'habileté. Sans avoir le tragique de la péruvienne ni le calme de l'équatorienne, l'expérience colombienne que nous invoquons à présent illustre bien les déchirements du monde hispanique.

Déterminé quant à l'essentiel par la montée de l'impôt depuis une vingtaine d'années, le soulèvement des Comuneros⁵ connaît — schématiquement — ses origines immédiates dans les réformes fiscales de 1778 à 1780, ses grandes manifestations de mars à juin 1781, et sa liquidation jusqu'en 1783-84. La résistance ouverte et soutenue aux décisions de l'inspecteur général débute au centre-nord du Nouveau Royaume de Grenade avec une première manifestation, le 16 mars 1781, dans la dynamique petite ville d'El Socorro, de la province de Tunja. "Vive notre Roi d'Espagne!, hurle la foule en colère, mais nous n'admettons pas le nouvel impôt. . . ." Ce cri traditionnel est vite repris de proche en proche. Les émeutes se multiplient rapidement. Comme par ailleurs la guerre fait rage entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, le vice-roi est parti commander au port de Cartagena les troupes disponibles en prévision d'une éventuelle attaque britannique. Après l'échec humiliant d'une petite expédition punitive, la capitale sans défense qu'est devenue Santa Fe de Bogotá voit converger à ses portes des milices réunissant de 15.000 à 20.000 rebelles venus surtout des départements colombiens actuels de Boyacá, Santander et Santander del Norte. Les plénipotentiaires dépêchés par le gouvernement d'urgence, et parmi lesquels s'affirme l'archevêque Antonio Caballero y Góngora, doivent accepter le rejet de la nouvelle réglementation fiscale. C'est ce que veulent dire, le 8 juin, les Capitulations de Zipaquirá. Triomphe bien bref des insurgés, cependant. L'arrivée à Bogotá d'un premier contingent de 500 militaires au mois d'août, et l'expédition pacificatrice de l'archevêque joignant la campagne politique à la tournée pastorale, modifient le rapport de force pour amener la population à accepter

docilement le retour des réformes fiscales. Cette fiscalité n'est d'ailleurs réintroduite qu'avec d'habiles modifications de détail par Caballero y Góngora, bientôt vice-roi de 1782 à 1789.

Ce n'est pas vraiment la lutte contre l'impôt qui représente, à notre avis, l'aspect révélateur du soulèvement colombien de 1781. Les protestations de l'éternel contribuable méritent bien sûr une analyse détaillée pour renseigner l'historien sur l'économie et la société du territoire en révolte. Pourtant l'étude de Phelan⁶ en 1978, n'a pas voulu creuser la dimension économique du phénomène, et a refusé pareillement d'y rechercher la manifestation des antagonismes sociaux,⁷ pour y voir plutôt une riposte du peuple à la subversion institutionnelle que constituerait la réforme bourbonnienne, relativement centralisatrice après le contrôle plus lâche exercé par les Habsbourgs aux XVIe-XVIIe siècles.⁸ Nous souscrivons à cette dernière approche qui nous paraît plus juste que celle, répandue naguère dans l'historiographie colombienne, faisant des Comuneros de Nouvelle-Grenade de véritables précurseurs de l'indépendance politique. La présente communication voudrait, dans la même optique, souligner deux points de la réaction face aux réformes de Charles III. L'une et l'autre critiques s'expriment dans le *pasquin* ou placard anonyme trouvé sur un mur de la capitale le 7 avril 1781, communiqué à la ville insurgée de Socorro, utilisé dorénavant comme principal instrument de la propagande rebelle, et que tous désignent comme "nuestra cédula", notre cédule ou billet. Que dit le texte? Cette longue harangue en 332 vers, adressée alternativement à l'inspecteur général et aux insurgés, dépeint en termes d'apocalypse la désolation du Nouveau Royaume qu'elle attribue à la scandaleuse réforme fiscale. A l'ombre de ce scandale majeur sont dénoncées aussi deux oeuvres d'iniquité que perpétrait naguère Francisco Antonio Moreno y Escandón. Il s'agit de l'inspection en 1777-78 des réductions indigènes de la province de Tunja, simple occasion de dépouiller le misérable troupeau indien, et de l'offensive sournoise frappant la sainte religion par le bouleversement des programmes d'étude.⁹

Comment interpréter pareilles attaques? Que le placard désigne à la vindicte populaire la figure de l'inspecteur général n'a rien pour nous surprendre. Le sort fait ici à Moreno y Escandón, par contre, ne laisse pas de nous étonner. Ce fonctionnaire, considéré comme l'un des hommes politiques les plus brillants qu'ait connus l'Amérique espagnole au XVIIIe siècle,¹⁰ semble avoir été tout le contraire d'un prévaricateur. Quand il quitte sa Nouvelle-Grenade natale pour le Pérou, en mai 1781, il n'a même pas les moyens d'emmener immédiatement sa famille avec lui.¹¹ Sa mutation à l'Audience de Lima ne paraît pas être un exil déguisé, comme le prétend notre satire, mais plutôt une promotion que suivra, de 1789 à son décès en 1792, le poste de régent à l'Audience de Santiago du Chili.¹² Les grandes lignes de sa carrière à Bogotá expliquent quand même facilement les accusations portées contre lui par les Comuneros à la veille de son départ. Les multiples charges qu'il assume depuis une vingtaine d'années, notamment celle de Procureur du Roi, lui ont nécessairement valu quelques solides inimitiés. Pour comble de motif à l'impopularité en cette période de crise, il a l'estime de l'inspecteur général dont il paraît avoir été un conseiller officieux

en matière de finances.¹³ Pour résumer, à l'origine des accusations figure tout simplement le zèle réformiste qu'il a déployé pendant quelque deux décennies. Quant à la politique amérindienne et à la politique culturelle qu'on lui reproche maintenant, une brève évaluation s'impose.

Le problème des terres enlevées aux autochtones fait partie d'un vaste processus englobant toute la période coloniale, à commencer par la conquête. Dans son effort de compromis entre la sauvegarde du monde indigène et les exigences concrètes du développement territorial, la Couronne avait élaboré en effet, de 1595 à 1642 pour la Colombie coloniale, sa politique du *resguardo*. D'après une telle solution, les communautés amérindiennes recevaient du pouvoir royal l'usufruit de terres inaliénables réservées à leur usage exclusif, les *resguardos*. Une inspection menée en 1755-57 dans les provinces de Tunja et Vélez avait cependant révélé un déclin démographique notable des bénéficiaires autorisés pendant qu'augmentaient les autres groupes ethniques comme usurpateurs ou le plus souvent locataires de ces réserves.¹⁴ De 1774 à 1778, Moreno y Escandón a fait ou dirigé comme Protecteur des Indiens une autre tournée d'inspection qui a constaté l'accentuation du phénomène dans les provinces de Santa Fe, Tunja et Girón. Chargé officiellement d'effectuer les regroupements administratifs nécessaires, il a voulu profiter de l'occasion pour rayer de la carte les villages indigènes dépeuplés où Métis et Blancs avaient pris la place des occupants légitimes. Ceci a impliqué des transferts de populations et la vente pour le Trésor des biens communautaires ainsi récupérés dans 18 villages indiens.¹⁵ Parallèlement à la question des *resguardos*, et pour la même raison du déclin démographique des autochtones, avait également surgi le problème des salines laissées à l'exploitation des indigènes. A propos de celles de Zipaquirá, Tausa et Nemocón, les principales du vice-royaume, Moreno y Escandón a décidé de regrouper tous les bénéficiaires légitimes à Nemocón, dont l'exploitation a été placée sous la tutelle d'un administrateur gouvernemental.¹⁶ En politique culturelle, d'autre part, les positions novatrices de Moreno y Escandón se sont affirmées après l'expulsion des Jésuites, en 1767, et devant la lente pénétration d'idées nouvelles dans le petit monde cultivé de la colonie. On sait l'impact que devait représenter au niveau de l'enseignement la mesure prise en février 1767 par Charles III d'expulser de tous ses territoires la Compagnie de Jésus. Celle-ci régissait en Nouvelle-Grenade, parmi plusieurs institutions, les collèges de Tunja et de Honda ainsi que surtout, à Santa Fe de Bogotá, le Colegio Máximo. Les Dominicains auraient voulu combler à leur profit un tel vide culturel en faisant prévaloir leur collège et leur université thomistes dans la capitale. Moreno y Escandón pourtant, chargé en 1774 d'élaborer un nouveau programme d'études, leur a manifesté son opposition en voulant supprimer dans la liste des cours la traditionnelle philosophie scolastique et introduire plutôt celles de Descartes, Newton, etc., projet que la Cour a d'ailleurs rejeté.¹⁷

Que viennent faire, dans la révolte contre l'impôt qu'est l'insurrection des Comuneros, ces critiques visant les initiatives du haut fonctionnaire que nous avons signalées? En ce qui concerne la politique amérindienne, la question est beaucoup trop vaste pour être disséquée ici. Peu importe, du reste. Que le triste sort des indigènes ait été invoqué par les promoteurs du soulèvement

relève tout simplement de la stratégie insurrectionnelle: ne s'agissait-il pas de dresser contre les représentants de la réforme bourbonnienne la plus vaste coalition possible de tous les mécontentements? Quant aux griefs religieux invoqués contre un partisan des Lumières, l'explication détaillée devrait bien sûr recourir à toute l'histoire culturelle du territoire. Sans entrer dans de vastes considérations philosophiques, bornons-nous à dire qu'une première donnée fort simple tient à l'identité probable de l'auteur anonyme du texte appelé *Nuestra Cédula*. Il s'agirait, selon toute vraisemblance, de Fray Ciriaco de Archila. Frère d'un chef rebelle de la région insurgée, cet homme est convers chez les Dominicains et exprimerait donc, tout naturellement, le point de vue de l'ordre prêcheur combattu par Moreno y Escandón. Plus profondément, l'hostilité des Comuneros à l'égard d'un porte-parole de la Philosophie des Lumières concorde avec ce que l'on remarque par ailleurs sur le caractère fondamentalement religieux, et même réactionnaire jusqu'à un certain point, des Comuneros durant le soulèvement colombien de 1781.

Nous voyons, en conclusion, que despotisme éclairé de même que Philosophie des Lumières ont pu signifier, dans le monde hispanique du XVIII^e siècle, de nouvelles sources de conflit. Non seulement conflit entre les exigences de la métropole et les répugnances financières de la colonie, mais conflit entre deux âges à l'intérieur d'une même civilisation. La portion américaine du monde hispanique resterait dans une large mesure à l'heure du XVII^e siècle tandis que sa portion européenne, l'Espagne "éclairée" qui a d'ailleurs ses disciples outre-atlantique, essaie lentement d'évoluer pour rejoindre les autres sociétés plus modernes du monde occidental.

Jean-Marie Loncol
Université de Montréal

Notes

¹ Stanley J. and Barbara H. Stein, *The Colonial Heritage of Latin America. Essays on Economic Dependence in Perspective* (New York: Oxford University Press, 1970).

² Jacques A. Barbier, "The Culmination of the Bourbon Reforms, 1787-1792", *The Hispanic American Historical Review*, 57 (1977), 51-68.

³ Cf. Guillermo Céspedes del Castillo, "La Visita como institución indiana", *Anuario de Estudios Americanos* (Sevilla), III (1946), 984-1025.

⁴ Parmi les monographies, soulignons au moins celle de Boleslao Lewin, *La Rebelión de Túpac Amaru y los orígenes de la emancipación americana* (Buenos Aires, 1957), et celle de Lillian E. Fisher, *The Last Inca Revolt, 1780-1783* (Norman, Okl., 1965).

⁵ Nous renvoyons pour l'essentiel à notre *Réforme et révolte dans la Colombie coloniale: le soulèvement des Comuneros (1781)* (Montréal: Les Presses de l'Univ. de Montréal, 1976).

⁶ John L. Phelan, *The People and the King: The Comunero Revolution in Colombia, 1781* (Madison: The Univ. of Wisconsin Press, 1978).

⁷ Cf. par exemple, à ce dernier point de vue, les dissensions que révèlent à l'Archivo Histórico Nacional (Bogotá) *Comuneros*, VI, ff. 164 et 67.

⁸ John L. Phelan, *The Kingdom of Quito in the Seventeenth Century: Bureaucratic Politics in the Spanish Empire* (Madison: The Univ. of Wisconsin Press, 1967).

⁹ "Salud señor Regente", *Testimonio del Segundo Cuaderno . . .*, ff. 251v.-259, Archivo General de Indias, Sevilla (à l'avenir: A.G.I.), Santa Fe, leg. 663-A.

¹⁰ Mario Hernandez Sanchez-Barba, "La sociedad colonial americana en el siglo XVIII", *Historia social y económica de España y América* (Barcelona, 1958), IV, p. 359.

- ¹¹ Rapport d'Antonio Caballero y Góngora au Roi, 15 août 1782, A.G.I., Santa Fe, leg. 594.
- ¹² Roberto María Tisnes J., *Capítulos de Historia zipaquireña* (Bogotá, 1956), p. 80.
- ¹³ Dépêche confidentielle no. 34 de Gutiérrez de Piñeres au ministre Gálvez, 31 mars 1778, A.G.I., Santa Fe, leg. 659.
- ¹⁴ Les réductions indigènes de la province de Tunja comptaient 42.334 âmes en 1635-36 pour seulement 22.543 en 1755-57 d'après Magnus Morner, "Las comunidades de indigenas y la legislación segregacionista en el Nuevo Reino de Granada", *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 1 (1963), 74.
A.G.I., Santa Fe, leg. 595.
- ¹⁶ Flórez à Gálvez, 29 octobre 1778, A.G.I. Santa Fe, leg. 701.
- ¹⁷ J. Manuel Marroquin, "Biografía de Don Francisco Antonio Moreno y Escandón", *Boletín de Historia y Antigüedades* (Bogotá), XXIII, No. 264—265 (septiembre y octubre de 1936), 538-539; Gabriel Porras Troconis, *Historia de la cultura en el Nuevo Reino de Granada* (Sevilla: E.E.H.A., 1952), pp. 424-436.